

**GRENOBLE :** Une leçon pour la gauche française

(Page 3)

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



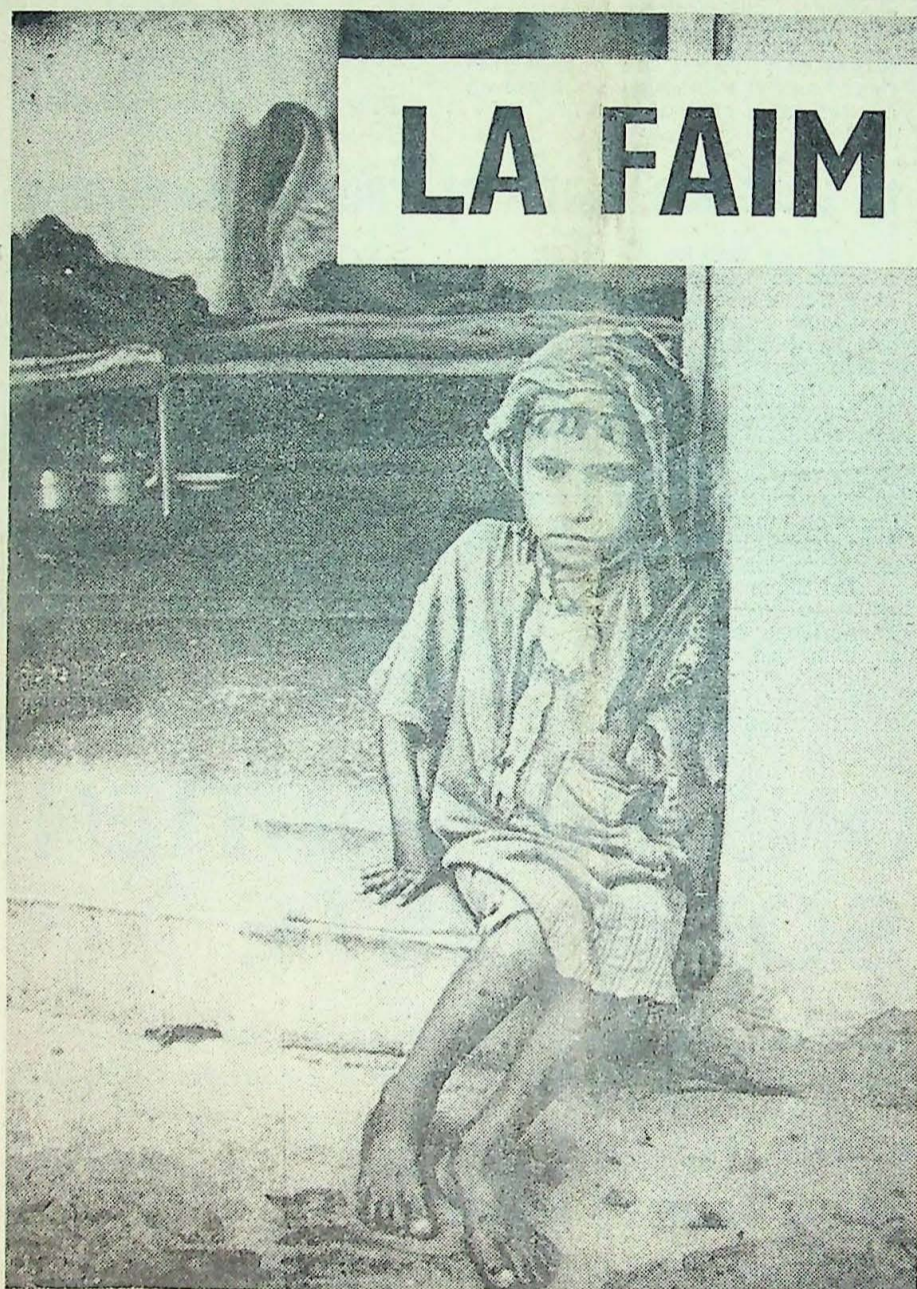
DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 234. — 3 AVRIL 1965



(Photo A.D.P.)

## LA FAIM DANS LE MONDE

*Les appels à la générosité  
La charité  
La bienfaisance*

*ne sont pas des solutions*

*Il faut appliquer un*

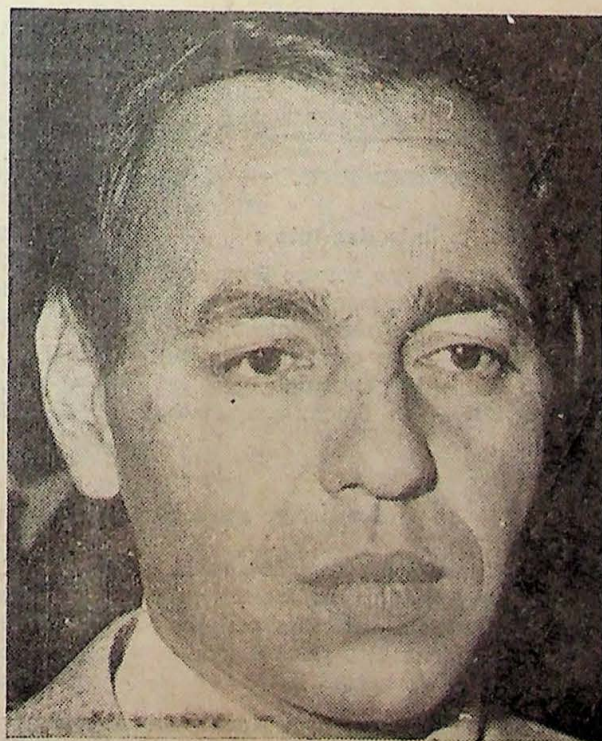
**PLAN MONDIAL DE LUTTE**

*remettant en cause les vieilles  
structures de la société capitaliste*

(Page 9.)

**SOLIDARITÉ AVEC LES  
SOCIALISTES ET LES  
DÉMOCRATES MAROCAINS  
LUTTANT CONTRE LE  
POUVOIR PERSONNEL**

(Page 8.)



(Photo Keystone.)



# GRENOBLE : Un choix politique et non une formule magique

**O**N a beaucoup écrit depuis quinze jours, un peu à tort et à travers, sur Grenoble.

Pour M. Duverger, la « stratégie de Grenoble » est une stratégie politique qu'il souhaiterait voir adopter par la S.F.I.O. de préférence à la stratégie de Marseille.

Pour M. Servan-Schreiber, Grenoble est le laboratoire où l'on peut relancer un defferrisme un peu défraîchi par les élections de Marseille.

Pour M. Viansson-Ponté, c'est le triomphe de l'« apolitisme » d'une « départisation » autour du mythe Dubedout contre les partis... sans compter les interprétations plus ou moins délirantes d'hebdomadaires de droite ou d'extrême-droite.

La vérité est sans doute plus simple, même si elle ne correspond pas tout à fait aux désirs des faiseurs de mythes et des journalistes, professeurs et stratèges, qui cherchent à escamoter les réalités sociales, économiques et politiques avec leur tarte à la crème de la « personnalisation du pouvoir ».

La vérité, c'est d'abord qu'à Grenoble plus qu'ailleurs, le conflit entre le nouveau et l'ancien est plus immédiatement apparent et plus brutal que n'importe où ailleurs, et c'est pourquoi Grenoble demeure un exemple sans doute d'avant-garde qu'on ne saurait trop généraliser, ni surtout confondre avec le désir de stabilité exprimé par les électeurs de Bazerque à Toulouse ou de Pradel à Lyon.

**I**L ne faut pas non plus interpréter Grenoble à partir des théories sur le centrisme qu'il s'agisse du centre droit ou du centre gauche, car Grenoble est surtout une ville qui s'inquiète de son avenir économique, malgré, ou à cause,

## Communiqué du Bureau national

**Le P.S.U. tient à exprimer son émotion devant les événements qui ensanglantent actuellement le Maroc.**

**Les violences policières dont sont victimes les étudiants et la population de Casablanca, de Rabat et de Fez, rappellent d'autres répressions que nous avons jadis dénoncées.**

**Le P.S.U. se sent solidaire des démocrates et des socialistes marocains qui luttent contre un régime de pouvoir personnel.**

du dynamisme des vingt dernières années. C'est la ville marquée tout entière profondément par l'affaire Neyrpic. C'est aussi une ville où les nouveaux habitants affluent avec des structures sociales nouvelles et s'intègrent rapidement en prenant très vite des initiatives et en obligeant la vieille cité à se transformer.

Les besoins collectifs, sociaux, culturels, sportifs ou autres sont exprimés particulièrement par les couches sociales nouvelles, par l'intermédiaire d'organismes nombreux et vivants en face desquels la municipalité sortante U.N.R. - Indépendants - M.R.P. - Radicaux s'est murée dans la gestion traditionnelle des notables classiques de la bourgeoisie ancienne (cette même bourgeoisie qui, dans d'autres grandes villes, a réussi à renforcer sa position).

**C'**EST donc du climat social et politique de Grenoble que vient le succès, de l'alliance réalisée entre syndicalistes, cadres et universitaires au moment de l'affaire Neyrpic et de la protestation organisée contre un sous-équipement culturel et social.

**L**E succès de la liste S.F.I.O.-P.S.U.-G.A.M. à Grenoble n'est ni le succès d'un homme — il n'y a pas de mythe Dubedout — ni le succès d'une des composantes.

La S.F.I.O. aurait pu à Grenoble, comme à Marseille, rechercher l'alliance de droite avec M.R.P., radicaux et indépendants. Elle aurait peut-être eu un maire socialiste, élu dans les conditions où l'a été G. Defferre. Elle a accepté, non sans quelque courage, une solution plus audacieuse qui correspond à une analyse politique et sociale qui s'est trouvée confirmée. Elle a accepté pour cela de présenter une équipe nouvelle.

Le groupe d'action municipale a été constitué, non pas par des « apolitiques », mais par des hommes qui, depuis des années, militent dans les syndicats, les unions de quartiers, les mouvements culturels ou de jeunes. Hubert Dubedout n'est pas « l'apolitique » qu'imagine M. Viansson-Ponté, mais un homme qui sait que diriger une municipalité, c'est faire un certain nombre de choix politiques à la suite d'une discussion démocratique non seulement au Conseil municipal, mais aussi avec les organismes représentatifs de la population.

D'ailleurs, nous n'avons, en aucune

manière, personnalisé la campagne électorale ; nous n'avons pas opposé un homme à un autre, mais une équipe toujours collégiale, des choix politiques, une méthode de discussion démocratique.

Quant au P.S.U., il n'est nul besoin pour lui de tirer la couverture à lui. Il a appliqué, dans une situation politique favorable, la ligne de conduite définie dès le Congrès de Clichy : recherche de l'alliance des partis avec les militants syndicalistes, les animateurs des organisations culturelles et sociales, des mouvements de jeunes, etc. Nous avons recueilli sur cette conception aussi bien l'accord de la section S.F.I.O. que du groupe d'action municipale.

Le parti communiste a opposé sa conception classique : alliance prioritaire P.C.-S.F.I.O. ainsi que son idée de son rôle dirigeant dans la gauche. Il n'a pas compris à Grenoble le sens des mutations qui commencent à s'opérer. Lorsque nous avons mis en avant, à maintes reprises, la nécessité pour la gauche d'associer à l'action des partis les militants syndicalistes et les animateurs sociaux, culturels, etc., nous n'avons jamais été compris ou entendus par les responsables communistes. Mais il est vrai que nous avons porté la discussion dans les entreprises et nous ne croyons pas avoir pour cela fait reculer les problèmes de l'unité, bien au contraire. La preuve en est que c'est une discussion démocratique à tous les échelons au sein du parti communiste qui a conduit au retrait de sa liste contre l'U.N.R. au second tour.

**L**A plus grande vérité enfin est que le plus difficile reste à faire — surtout avec la redoutable échéance des Jeux Olympiques — et la nécessité d'affronter les problèmes posés par un développement de la ville qui n'a cessé depuis vingt ans d'être en avance sur les équipements.

Grenoble, ce n'est pas une formule magique après d'autres qui n'ont laissé depuis des années qu'un peu de fumée derrière elles, c'est dans le travail collectif de la nouvelle équipe municipale et dans sa politique pendant les six prochaines années que nous espérons pouvoir tirer les leçons les plus favorables pour l'ensemble de la gauche.

**Jean VERLHAC,**

*Membre du bureau national du P.S.U.,  
maire adjoint de Grenoble.*













# LA FAIM DANS LE MONDE

**Elle ne sera pas vaincue par la charité mais par l'application d'un PLAN MONDIAL DE LUTTE**

L'opinion publique est alertée actuellement sur le problème de la faim qui est reconnu comme le fléau le plus important frappant l'humanité.

Que notre siècle prenne conscience de cette honte plus qu'aucun des siècles précédents, est déjà un signe de l'évolution du monde.

Désormais, un voyage du pape en Indes, un reportage sur le carnaval de Rio, une enquête sur la vie du Pérou ou du Mexique, deviennent autre chose que des récits pittoresques. On ne peut plus acheter la vérité. Il faut constater et dénoncer l'insoutenable spectacle de la misère, de la pauvreté, de la déchéance des êtres humains.

Désormais, le colonialisme agonisant d'Afrique, même lorsqu'il substitue à son règne aveugle un néo-colonialisme de sauvegarde des intérêts capitalistes, ne peut nier plus longtemps le problème de l'existence de l'homme, son particularisme, son côté primitif, toujours résultats de son exploitation. Alors les bons apôtres font chorus.

On apprend de la bouche des rabbins, des pasteurs ou des prêtres que le mal doit être dénoncé et que les vertus d'hier n'étaient que des alibis. Enfin ! On entend officialiser le jugement que tant de laïques n'ont cessé de porter depuis des décades : à savoir que charité et bienfaisance ne sont que de « bons sentiments » et qu'ils ne suppriment pas la misère du monde. Oui. Des alibis tout juste bons à donner une bonne conscience à tous ceux pour qui « le bon geste » suffit à donner la paix du cœur.

On apprend ainsi, au fur et à mesure où les frontières entre pays et continents tombent, au moment où les peuples en entier se libèrent des féodalismes et font craquer les structures ancestrales, que des siècles de progrès n'ont été que des siècles de favoritisme pour certains et de mort plus ou moins lente pour la plus grande partie des hommes de cette terre.

Le missionnaire et son prosélytisme, l'explorateur et son insolite, le diplomate et ses œillères, le commerçant et ses calculs ne peuvent plus taire la vérité.

Elle éclate brusquement. Et le mal est si grand qu'il ne peut se guérir par de simples initiatives. Il faut lui trouver une solution à son échelle.

Tous les continents sont frappés. Tous les continents doivent trouver en commun l'amorce d'une solution.

Par conséquent, toutes les quêtes sur la voie publique sont inefficaces et vont à l'encontre de la solution cherchée.

Toutes les campagnes qui sensibilisent les hommes et leur ouvrent les yeux sur leur égoïsme sont peut-être utiles, mais elles ne suffisent pas à panser les plaies.

Tous les appels en commun style « œcuménique » sont peut-être un progrès, mais ils ne sont qu'une prise tardive de conscience... un vœu encore trop pieux.

Il faut peut-être passer par ce stade. Mais il ne faut surtout pas s'en contenter.

Une proposition revient souvent qui a notre accord de principe, mais

dont nous nous demandons encore comment elle peut se réaliser : c'est celle d'affecter à la lutte contre la faim une part importante des crédits réservés dans tous les pays aux dépenses militaires.

L'idée est généreuse. La réalisation difficile. Surtout si elle reste à l'état de proposition et ne fait pas l'objet d'un engagement mondial assorti de modalités d'application et de contrôle.

Et puis, ne voit-on pas que cette panacée, à moyen terme, est encore, pour le moment, une idée, noble certes mais seulement une idée... qui chemine... quand des millions d'enfants meurent.

Non. La substitution de crédits est-elle aussi une solution insuffisante, si elle ne s'inscrit pas dans un cadre économique étudié, préparé à la recevoir et à l'utiliser aussitôt la décision prise.

La seule proposition constructive que je connaisse, je la trouve dans le rapport présenté au Comité français de la campagne mondiale contre la faim par notre camarade du P.S.U. : Gabriel Ardant. Je renvoie nos lecteurs au livre : « Plan de lutte contre la faim » paru en 1964 aux Editions des Presses Universitaires de France. Là, le problème est cerné dans sa réalité. Non seulement un « plan » est proposé, mais surtout des « modalités d'application » sont précisées.

Laissons la parole à Ardant : « Il n'est qu'un moyen de franchir ces limites, limites de l'aide des riches, limites de l'épargne des pauvres ; faire appel à des ressources encore inutilisées, dont la mobilisation ne privera personne, ni ceux qui ne veulent pas abandonner leur superflu, ni ceux qui ne peuvent pas renoncer à leur nécessaire.

« Or ces ressources existent, elles sont énormes, elles sont à la mesure du problème à résoudre. Ce sont les centaines de millions de chômeurs du Tiers Monde, ce sont les surplus qui encombrant nos silos, ce sont les réserves d'intelligence — ou, si l'on préfère, les marges d'accroissement de la productivité — ce sont les possibilités de production freinées par l'incertitude des débouchés, ce sont les capacités de production disponibles des pays industrialisés.

« Mobiliser ces ressources — ce qui est possible, l'analyse économique, confirmée par des expériences concrètes, le montre — c'est la solution, et il n'en est pas d'autre, du problème du sous-développement et de la faim.

« Utiliser les ressources inexploitées du monde, cela veut dire en effet utiliser les hommes en chômage aussi bien que les terres incultes, les stocks inemployés ou les machines qui tournent au ralenti. C'est une attitude nouvelle qui n'hésite pas à remettre en cause de très vieilles structures, auxquelles la responsabilité du retard du monde peut être imputée.

« Le déséquilibre entre les efforts des différents pays est flagrant et l'on en vient à se demander s'il ne conviendrait pas qu'une règle internationale fixe le pourcentage de son revenu national que chaque pays devrait consacrer à l'aide aux pays en voie de développement.



(Photo A.D.P.)

Vivre... ou ne pas mourir !

« Lorsque l'on fera le bilan objectif de la colonisation avec tous ses aspects positifs et négatifs, on verra peut-être que le défaut principal fut de vouloir transporter, au lieu de transposer, la civilisation européenne ou américaine dans un milieu où elle ne pouvait résoudre qu'une fraction des problèmes qui se posaient, ne s'engageant pas suffisamment dans cet effort systématique d'adaptation aux conditions locales qui permit à nos pays de tirer parti aussi bien de l'héritage greco-latin que de l'apport de techniques orientales et des puissances d'invention locales.

« La faim est née dans une large mesure du déséquilibre créé par l'insuffisante attention portée aux équilibres traditionnels, à la nécessité de les remplacer, lorsqu'ils étaient détruits, par de nouvelles formules, au souci de ne pas provoquer des imitations impossibles, à une préoccupation qui ne fut pas suffisante de mettre le progrès à la portée de chaque terroir, de chaque village, de chaque famille.

« Peut-être la Campagne contre la Faim, avec sa préoccupation très terre à terre de promouvoir chacune des petites améliorations qui permettront à chaque homme de produire quelques quintaux de plus, de mieux conserver sa récolte, de modifier ses menus, d'épargner de la fatigue, d'économiser l'usage de l'eau, d'étendre son champ, pourrait-elle apporter ce qui manquait à des projets trop coûteux et trop spectaculaires — tout en marquant les conditions d'ensemble qui permettraient la réalisation de projets au fond plus ambitieux puisqu'ils visent à éliminer rapidement cette misère à laquelle nous risquons de nous accoutumer.

« La Campagne contre la Faim peut apporter autre chose : son nom même y incite.

« Nous avons souligné l'importance de l'innovation. Comment ne pas être frappé de l'hésitation où l'on est bien souvent devant de menus obstacles que l'on n'ose franchir simplement parce qu'il faut sortir des chemins battus et d'une sorte de prison de routine que l'on a soi-même édifiée ? En temps de guerre, de semblables difficultés n'existent pas : l'armée qui manque d'officiers et de sous-officiers en forme en quelques mois, l'industrie de guerre forme ses contremaîtres et ses ouvriers avec une main-d'œuvre tout à fait novice — que l'on pense à la conversion de l'économie américaine à partir de 1941 — les industries nécessaires sont créées, à

des millions de kilomètres, comme le fit l'U.R.S.S., l'orientation de la production agricole est transformée — que l'on songe à l'exemple de l'Angleterre ou à d'autres. Nous sommes frappés de voir que de tels efforts, de tels changements d'habitudes plus modérés, apparaissent inconcevables parce que nous agissons en temps de paix.

« Si les mots Campagne contre la Faim veulent dire quelque chose, ils doivent signifier le souci d'appliquer : volonté, esprit d'invention, et, disons plus, capacité d'enthousiasme, tout ce à quoi la guerre n'a cessé depuis des siècles de faire appel, à une autre guerre, celle dont nous avons essayé d'esquisser le plan d'opération.

« A cette condition elle sera gagnée. »

Il n'y a rien d'autre à dire sinon qu'un Parti socialiste ne peut et ne doit pas rester étranger à cette politique. Là comme en bien d'autres problèmes, il doit être à l'avant-garde. Le sort de l'Homme est en cause.

Harris PUISAIS.

## TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ  
Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef :  
ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV<sup>e</sup>)  
Tél : SUF 19-20  
Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV<sup>e</sup>)  
Tél : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14<sup>e</sup>. Tél. : LIT 19-39.  
Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65  
6 mois ..... 18 F  
1 an ..... 35 F  
Soutien : à partir de .. 70 F  
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.  
58-61, rue La Fayette Paris (9<sup>e</sup>)

LIVRES

“La société française : 1789-1960” de Georges DUPEUX.

Les ouvrages publiés comme celui-ci dans la collection U constituent non seulement des manuels d'enseignement supérieur mais s'adressent également aux responsables professionnels et politiques, aux militants ouvriers et ruraux, aux animateurs d'associations culturelles ou de mouvements de jeunesse, aux cadres de l'industrie. A cet égard, le livre que notre camarade Georges Dupeux consacre à la société française depuis la Révolution (1) revêt un intérêt particulier pour le lecteur engagé.

De façon claire et vivante, l'auteur s'efforce de discerner les grandes lignes de l'évolution sociale de 1789 aux années 60. Il ne néglige pas le facteur démographique qui a pesé d'un grand poids sur cette évolution, le recul persistant de la natalité amorcé à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et poursuivi jusqu'à la seconde guerre mondiale ayant abouti à un vieillissement de la population qui ne pouvait avoir pour conséquences qu'un renforcement des tendances conservatrices.

Dans l'introduction, Georges Dupeux étudie les migrations intérieures et les migrations professionnelles qui ont eu notamment pour effet une diminution de la population vivant de l'agriculture (plus des deux tiers à la veille de la Révolution contre environ le cinquième aujourd'hui). L'auteur souligne également les progrès de l'économie française depuis la dernière guerre et en particulier le véritable « démarrage » qui a eu lieu aux environs de 1950.

Dans les autres chapitres, Dupeux décrit les classes de la société française considérées à différentes époques : à la fin de l'ancien régime, après la victoire de la Révolution jusqu'à la Commune (alors qu'on s'orientait vers la société industrielle), de la Commune à la « Belle Epoque » (c'est-à-dire jusqu'à la première guerre mondiale), enfin de 1914 à nos jours (où s'est constituée ce que l'auteur appelle la « société du XX<sup>e</sup> siècle»). En parcourant le livre, on a donc une idée de la façon dont ont évolué les classes en présence : aristocratie, bourgeoisie, paysannerie, classe ouvrière, le destin de chacune d'elles étant naturellement étroitement lié au développement des forces productrices (comme diraient les marxistes).

**Le déclin irrémédiable de l'aristocratie**

A la fin de l'ancien régime, la structure verticale de la société (c'est-à-dire la division en ordres : noblesse, clergé, tiers état) ne correspondait pas à la division horizontale, la bourgeoisie le disputant en richesse et en capacité à l'aristocratie et les ordres privilégiés eux-mêmes étant stratifiés (les hautes dignités ecclésiastiques étant par exemple l'apanage de la noblesse).

L'aristocratie a joué en fait le rôle d'apprentie sorcière : en se dressant contre la monarchie, en imposant au roi la convocation des Etats généraux, elle a déclenché une révolution qui deviendra bientôt « bourgeoise et populaire ».

Même si elle a pu sauvegarder ou récupérer une partie de ses terres vendues comme biens communaux, la noblesse est la grande vaincue de la Révolution. La Restauration, elle-même, ne rétablira pas sa puissance. Moins apte que la bourgeoisie à l'activité industrielle et commerciale, la vieille aristocratie est vouée au XIX<sup>e</sup> siècle à un déclin irrémédiable. Même « si elle épouse des héritières, elle n'épouse pas son temps ». Enfermée dans ses nostalgies, elle ne régnera plus, sans certaines campagnes, que sur des groupes de plus en plus restreints de fidèles.

**Ancienne et nouvelle bourgeoisie**

De la bourgeoisie dans son ensemble, il est plus difficile de parler. On sait bien qu'elle est la grande bénéficiaire de l'ordre issu de la Révo-

lution de 1789, mais dès le début de cette révolution, elle revêt différentes formes, elle se subdivise en plusieurs catégories qui occupent successivement le pouvoir. Ainsi, note Georges Dupeux, la « révolution des juristes » a fait place au triomphe de la grande et moyenne bourgeoisie (avec les Girondins) puis au règne de la petite bourgeoisie parisienne, jacobine, montagnarde.

Il n'est pas douteux que les bourgeois ont disputé les biens nationaux aux paysans souvent trop pauvres pour en acquérir. Il n'est pas douteux non plus qu'une partie de la bourgeoisie a été ruinée sous la Révolution et sous l'Empire, mais aussi qu'une classe de « nouveaux riches » est apparue alors notamment grâce aux fournitures aux armées. Par ailleurs, les propriétaires fonciers (incluant la couche supérieure de la paysannerie) constituent « l'assise fondamentale de la société française dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ».

Cependant le développement de l'industrie va de pair avec celui de la grande bourgeoisie industrielle, financière, commerciale autour de laquelle gravitent avocats, fonctionnaires, universitaires, journaliers. Cette bourgeoisie, qui se montrera si dure à l'égard du prolétariat ouvrier et dont le règne sera évident à partir de la Monarchie de Juillet, ne constitue pas non plus un ensemble homogène ; Dupeux estime que jusqu'en 1870 la bourgeoisie industrielle est une « caste ouverte ».

Ce qu'il faut souligner également, c'est le caractère très différencié du patronat, la concentration — en dépit de progrès scientifiques et techniques considérables — étant moins grande que dans les pays voisins ; au contraire, on assiste à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à une multiplication des entreprises industrielles et commerciales (en particulier dans le bâtiment).

Un autre facteur vient également contrarier le règne de la grande bourgeoisie : c'est la montée d'une couche sociale nouvelle « annoncée par Gambetta, c'est l'aspiration à jouer un rôle politique dont témoignent les « capacités » (avocats, notaires, médecins, ingénieurs, journalistes, enseignants, fonctionnaires d'un rang moyen).

Cette nouvelle bourgeoisie contribuera beaucoup à fonder la III<sup>e</sup> République et fera la fortune du parti radical dont l'auteur montre bien l'évolution vers le conservatisme (c'est ainsi qu'un modéré comme André Siegfried a noté « une curieuse indifférence aux réformes chez nombre de ces radicaux qui les ont toujours à la bouche »).

D'ailleurs, si la grande bourgeoisie perd le pouvoir exécutif et législatif, elle maintient son emprise sur les grands corps administratifs, son influence sur une partie de la presse, mais non sur l'école publique.

Il n'en reste pas moins qu'après la grande peur du Front populaire, le patronat a su prendre sa revanche (le plus féroce n'étant pas le plus riche). Il en ira de même après les réformes de la Libération ; Dupeux montre en particulier que les directions des entreprises nationalisées, largement ouvertes au début à des hommes de gauche, ont été investies par les commis du grand patronat.

**Les incertitudes de la paysannerie**

Si la paysannerie a bénéficié également de la Révolution de 1789, en premier lieu de l'abolition des droits féodaux, en fait elle n'a pas profité de la vente des biens nationaux. Il est clair, en tout cas, que « la passion de la terre » a conduit beaucoup de paysans à s'endetter, ce qui est bien connu mais peut s'expliquer du fait que les progrès de la productivité sont demeurés longtemps très faibles en agriculture.

Il est clair également que sous le Second Empire la paysannerie a constitué une masse conservatrice, encore qu'une tradition de gauche soit apparue chez les agriculteurs de certaines régions (notamment dans le Midi).

Cependant l'exode rural, cause et conséquence du progrès technique, devait contribuer à modifier la mentalité paysanne, ainsi que l'avait déjà fait la Révolution qui aboutit au malchusianisme démographique pour la sauvegarde du patrimoine et à une certaine déchristianisation des campagnes.

Ce qu'il faut noter aussi, c'est naturellement la différenciation sociale qui s'opère au sein de la paysannerie entre ceux qui emploient de la main-d'œuvre et ceux qui vivent de leur exploitation familiale, qu'ils soient ou non propriétaires — ce qui n'entraîne pas toujours un lien direct avec telle ou telle attitude politique. Ainsi que l'écrivait Jacques Fauvet en 1958 : « A l'extrême diversité du monde agricole correspond une extrême diversité du comportement politique, à tel point qu'à la différence de la classe ouvrière, les paysans constituent une clientèle pour tous les mouvements politiques sans exception ».

Ce n'est donc pas essentiellement sur l'analyse des résultats électoraux qu'il faut s'appuyer pour comprendre l'évolution du monde agricole.

Citant la Révolution silencieuse de Michel Debatisse, Georges Dupeux en voit les signes dans la « révolution des tracteurs », le recours au crédit, les manifestations paysannes, le souci non plus exclusif de la revalorisation des produits, la revendication de réformes de structures, la recherche d'une politique à long terme des excédents agricoles — toutes choses qui devraient rapprocher les jeunes agriculteurs des représentants les plus éclairés de la classe salariée. Et l'auteur dénonce à ce sujet « le mythe de l'unité paysanne » entretenu par les notables conservateurs qui dominent encore une partie du syndicalisme agricole. Toutefois, Dupeux se demande si le paysan, menacé d'assujettissement par les trusts fournisseurs et clients de l'agriculture, pourra échapper à la « prolétarianisation ».

**Du prolétariat aux « couches nouvelles »**

La classe ouvrière, qui n'avait joué qu'un rôle épisodique dans la Révolution de 1789, ne devait apparaître au grand jour, sur la scène de l'histoire, qu'au XIX<sup>e</sup> siècle en raison du développement de la grande industrie.

Encore s'agissait-il d'un prolétariat misérable, très différent de ce qu'est devenue actuellement la classe salariée protégée par des lois sociales et bénéficiant, dans une certaine mesure, des fruits de l'expansion.

Les seuls « prolétaires » aujourd'hui ne sont plus guère constitués que par les personnes âgées et les « économiquement faibles ».

Il ne s'en suit pas pour autant que les salariés aient dans la nation la place qui leur revient. Le piétinement des partis de gauche et la division syndicale demeurent sans doute les causes fondamentales de cette situation.

A cet égard, Georges Dupeux incrimine la tradition anarcho-syndicaliste française : « L'affadissement du socialisme étant en germe dans l'isolement obstiné du syndicalisme. » Jaurès, qui était partisan d'un rapprochement, estimait que « le syndicalisme s'élargit naturellement en socialisme ». Souhaitons qu'il en soit ainsi pour l'avenir. Pour l'heure, nous ne pouvons que constater la « radicalisation » de la S.F.I.O. de plus en plus privée de base ouvrière.

Il ne faut non plus considérer que dans la France actuelle, « véritable musée de l'industrie », la classe salariée soit en passe d'être dominée par la « nouvelle classe ouvrière » chère à notre ami Serge Mallet. Et pour-tant ces « couches nouvelles » retiennent ces « couches nouvelles » de la grande bourgeoisie l'attention de Georges Dupeux à la fin de son livre. Il décrit le comportement des travailleurs des secteurs avancés dont il note la soif de sécurité, l'intégration à la vie de l'entreprise, le taux de syndicalisation élevé, l'aspiration au contrôle de la gestion, avec un engagement au repliement corporatif dans l'entreprise. Mallet a mis en garde : « Toute orientation gestionnaire dans une entreprise débouche nécessairement, pour être efficace, sur une prise de position globale au niveau de l'économie tout entière. »

Dupeux étudie également ce qu'il appelle les « nouvelles classes moyennes », c'est-à-dire les cadres dont le nombre s'accroît, en pourcentage de la population active, plus vite que celui des ouvriers. D'ailleurs, « au niveau des techniciens, la ventilation en « cadres » et « ouvriers » est presque impossible ». Soucieuse d'efficacité, de promotion individuelle, cette catégorie sociale (où les femmes ne sont qu'une faible minorité) a le comportement ambigu de toutes les classes moyennes. Sa « résistance à l'idéologie » a été souvent signalée, encore qu'il conviendrait de distinguer à ce sujet entre les cadres de formation scientifique et ceux de formation juridique et littéraire. Toutefois, les uns et les autres sont peu attirés par l'activité syndicale.

Avides de confort, peu respectueux des valeurs bourgeoises traditionnelles non plus que des valeurs ouvrières, les cadres sont volontiers « dépolitisés ».

Il est vrai qu'ils ne sont pas les seuls dans une société où la préoccupation des vacances tient de plus en plus de place. S'il a accentué, le régime gaulliste n'a donc pas créé la « dépolitisation » comme le croit la vieille gauche.

En fait, cette « dépolitisation », comme le montre Georges Dupeux, est relative, ainsi qu'en témoigne le développement des groupements professionnels, culturels, familiaux, etc. Et l'auteur de conclure : « La politisation des jeunes générations se réalise dans des conditions nouvelles et sous des formes différentes de celles d'autrefois, mais que ne sont peut-être pas moins efficaces. »

C'est un phénomène que le P.S.U. a toujours considéré avec attention. Cette remarque faite, ajoutons que le livre de Georges Dupeux, enrichi d'une bibliographie, de documents et de tableaux chronologiques, est un instrument indispensable à la compréhension de la société française d'aujourd'hui.

Maurice Combes.

**La situation en Espagne**

**Réunion d'information**

sur La situation en Espagne, le lundi 5 avril, à 20 h 30, au Musée social, 5, rue Las Casas, organisée par le Comité international de soutien aux antifascistes ibériques (C.I.S.A.I.).

**A tous ceux qui veulent aider le P. S. U.**

Je m'engage à verser tous les mois, pendant l'année 1965, au P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris-15<sup>e</sup>, la somme de : .....

NOM : ..... Prénoms : .....

Adresse : .....

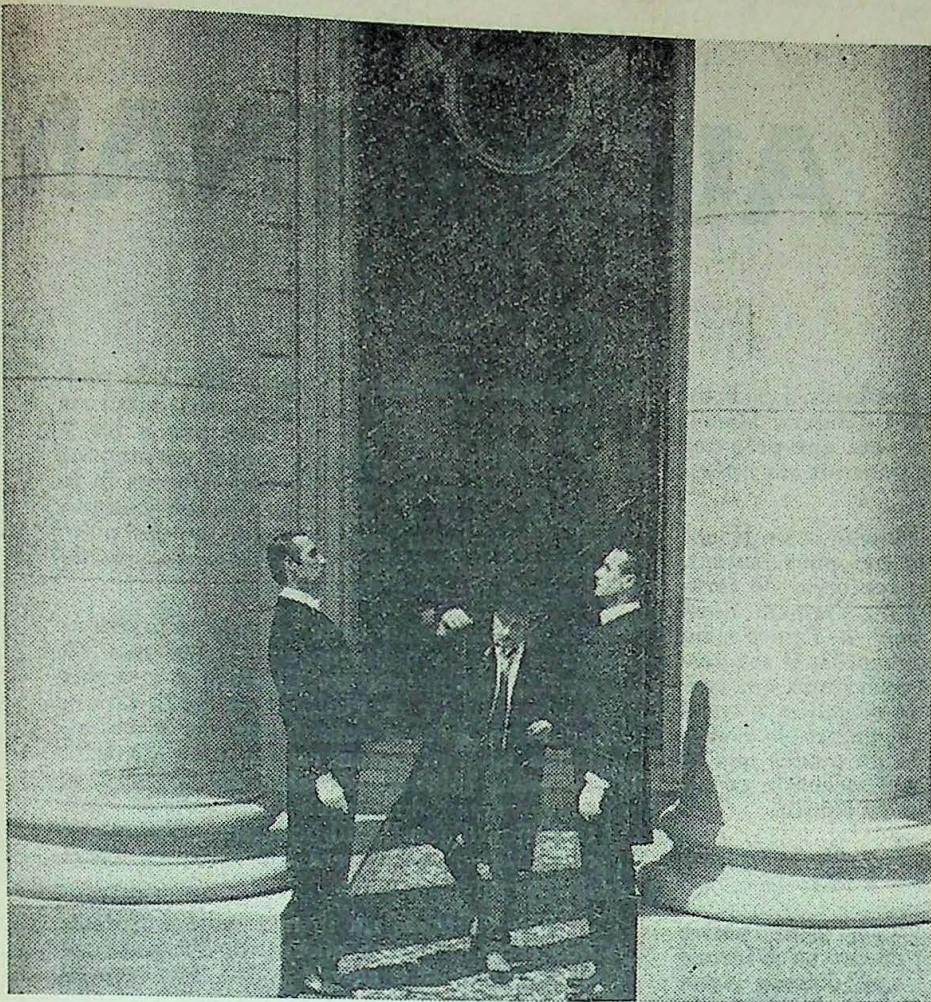
Signature :

C.C.P. P.S.U. n° 14020-44 Paris.

(1) Armand Collin, édit. : Série « Histoire contemporaine ».

CINÉMA

"YOYO" de Pierre ÉTAIX



Monsieur (Pierre Etaix) s'ennuie dignement.

Les clowns ont l'âme morose ; l'argent ne fait pas le bonheur, etc. Sur ce type d'aphorismes qui courent les antichambres des producteurs on a

déjà réalisé quelques films comiques d'excellente facture. On, c'est-à-dire Chaplin (Limelight) ou Capra (Vous ne l'emporterez pas avec vous), pour ne citer que deux maîtres illustres.

Pierre Étaix, qui a fait ses preuves de gagman, il y a deux ans, avec Le Soupirant, a imaginé de combiner les deux formules : un milliardaire se morfond dans son palais aux allures d'Elysée ; un enfant de la balle (Yoyo) rêve d'autre chose que de voyages cahotants à bord de la roulotte maternelle. Le lien entre les deux « héros » ? Une belle écuycère (Luce Klein) que le milliardaire a aimée, jadis. L'enfant, bien entendu, est le fruit de leurs amours passagères. Il est né aux alentours de 1918. Ce qui fait qu'en 1929, après la fameuse crise économique, plus rien n'empêche le milliardaire ruiné de rejoindre l'écuycère à l'épouvanté visage pour partager avec elle et son gentil bâtard (Philippe Dionnet) la vie romantique des baladins...

Yoyo, en grandissant, deviendra un clown célèbre, riche et adulé. Il retrouvera le palais paternel et le parc en friche ; remettra le tout en état... et s'ennuyera ferme, à son tour, au milieu de ses admirateurs.

Je vous laisse le soin de découvrir la fin de cette histoire volontairement édifiante où la morale vient barrir pour remettre chacun à sa place. Cette fin importe peu en vérité. Ce qui compte c'est l'art subtil, inventif, constamment contrôlé, de ce Pierrot d'Étaix qui jongle élégamment avec ses trouvailles. Avec cet air « de ne pas y toucher », de prendre son temps, qui est l'une des caractéristiques des artistes sûrs de leur métier. Il y a des gens que cela indispose ; il y en a d'autres que cette « respiration », secrètement, enchante. J'avoue que je suis de ces derniers.

Jean-Jacques Vernon.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 30 mars au 6 avril

DE L'AMOUR

THÉÂTRE

"Andorra" à la conquête de Paris

Après une quarantaine de représentations à Aubervilliers, Andorra est, depuis cette semaine, à l'affiche du Théâtre Antoine. En accueillant ainsi, à Paris, la troupe du Théâtre de la Commune, Mme Simone Berriau marque l'intérêt qu'elle porte à l'expérience menée en banlieue Nord, depuis quatre ans, par Gabriel Garran (ses assistants et la municipalité) pour offrir au public un théâtre vivant.

Andorra, c'est le racisme (et d'abord l'antisémitisme) vu avec les yeux de la bonne conscience des paisibles ha-

bitants d'un petit pays imaginaire. Garran, dans sa mise en scène, a su retrouver, admirablement, le mouvement dialectique qui porte la pièce de Max Frisch du drame familial à la tragédie collective. C'est une réussite indiscutable, fruit, encore une fois, d'un travail collectif (cinq personnes, par exemple, ont participé à la traduction du texte original). Cet effort rigoureux et intelligent entraîne l'adhésion. On en oublie les rares erreurs commises, à mon sens, au niveau de la distribution (Marie-Christine Barraux) ou de l'interprétation (Denis Manuel).

J.-J. V.

Une nouvelle compagnie

Le prochain spectacle du « Franc-Théâtre » est actuellement en cours de répétitions. Il s'agit de « L'Assemblée des Femmes », de Robert Merle, d'après Aristophane, dans une mise en scène de Raymond Gerbal. La première a eu lieu le 27 mars, au Centre culturel de Châteauroux. La « générale » est fixée au 8 avril, au Théâtre Romain-Rolland de Villejuif ; puis le spectacle poursuivra sa carrière en banlieue, notamment à Aubervilliers, Versailles, Ivry, etc.

Nous espérons pouvoir vous donner prochainement notre avis sur ce spectacle et cette Compagnie que nous ne connaissons pas encore. — M.D.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

.....  
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.  
(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15').

pour quelques jours encore...  
prix exceptionnel de souscription pour les lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE

18 mois **49 f** par mois

Tous les romans de JEAN-PAUL SARTRE

Edition de luxe numérotée  
Tirage limité, sur les presses de l'Imprimerie Nationale

LA NAUSÉE - LE MUR  
L'AGE DE RAISON - LE SURSIS - LA MORT DANS L'ÂME

En 5 volumes illustrés de lithos originales en couleurs de W. Spitzer

Bon pour une documentation gratuite à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle Paris (7<sup>e</sup>)

Nom .....  
Adresse .....  
Profession ..... T.S.1

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



la seule édition intégrale et conforme du célèbre DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE (Edition Gallimard Hachette)

- L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS I**  
"Une extraordinaire réussite, ce Littré".  
**JEAN PAULHAN**  
de l'Académie Française  
"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".  
**MAURICE GARÇON**  
de l'Académie Française  
"Un cadeau royal et précieux".  
**FRANÇOIS MAURIAUC**  
de l'Académie Française  
"Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure ; tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".  
**MARCEL JOUHANDEAU**  
"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".  
**RAYMOND QUENEAU**  
de l'Académie Goncourt

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "bible de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

**Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :**  
10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courrez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

**BON** à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII<sup>e</sup>)  
(Valable seulement pour la France Métropolitaine)  
Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher la case figurant devant la formule choisie)  
 comptant à réception des volumes : 406 Fr.  
 en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35  
 en 10 versements mensuels de : 45 Fr.  
Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.  
Nom ..... Profession .....  
Adresse ..... Signature .....  
N° C.C.P. ou bancaire .....  
T. S. 2

Abonnez-vous à TRIBUNE SOCIALISTE

## Pour le boycott du régime de Saigon

# "L'ESCALADE" AU VIETNAM

La guerre civile du Vietnam du Sud a maintenant cessé d'être une affaire « intérieure », si elle l'a jamais vraiment été. Depuis plusieurs mois, l'intervention américaine dans les opérations militaires s'est étendue au Vietnam du Nord. La Chine et l'U.R.S.S. ont décidé d'aider plus complètement le Vietnam du Nord à se défendre et le Vietcong du Sud à attaquer. Le Cambodge (et le Laos) cherchent à faire prévaloir une solution « neutraliste », avec l'appui discret (très discret) de la France et de la Grande-Bretagne. A « l'escalade » militaire vers des formes de combat de plus en plus puissantes se joint une « escalade » politique qui aura des répercussions considérables dans tout le Sud-Est asiatique. L'heure est venue où les mouvements populaires et socialistes sont obligés d'intervenir, sous peine de voir la situation approcher du terme de toute « escalade » : l'éclatement d'un conflit atomique — pour la première fois.

On ne peut se dissimuler la gravité de cette situation, qui met en déroute les opinions répandues sur l'impossibilité de la grande guerre par suite de « l'équilibre de la terreur » et des impératifs d'une stratégie de « dissuasion ». Ce n'est pas la « dissuasion » mutuelle de l'U.R.S.S. et des U.S.A. qui empêchera la population du Vietnam du Sud de chercher à se débarrasser d'une dictature militaire et capitaliste qui la mène à la ruine, sous la houlette des militaires américains... Pour une fois, localiser le conflit, c'est accroître les risques de guerre généralisée. Généraliser la recherche d'une solution politique et sociale, c'est au contraire offrir la possibilité de réduire l'extension du conflit militaire.

Ce qui est en jeu, depuis des mois et des années, c'est le pouvoir à Saigon. Les Américains, en particulier les militaires, refusent de voir cette évidence. Pour eux, il s'agit d'un conflit entre nations : le Vietnam du Nord et la Chine attaquent le Vietnam du Sud, par personnes interposées. Voilà tout. Si telle est la logique de la guerre, il faut faire cesser l'appui que le Vietnam du Nord et la Chine accordent au Vietcong. Conclusion : appui militaire renforcé au gouvernement, ou plutôt à la succession des gouvernements de Saigon. En 1960, il y avait quelque 800 « conseillers » militaires américains au Vietnam. Aujourd'hui, il y en a 27.000, dont 6.000 aviateurs, 1.150 marins basés à terre et 4.900 marines récemment débarqués à Da-Nang. Les raids aériens sur le territoire vietnamien du Nord ont eu lieu exceptionnellement en juin et août 1964. Ils se sont répétés en février 1965, et multipliés en mars. Ils sont devenus presque quotidiens. Le napalm et les gaz paraly-

sants sont couramment employés. Les bombes nucléaires sont à pied d'œuvre. Hanoï, incapable de riposter, ne peut que préparer sa défense. Le Vietcong poursuit ses opérations de harcèlement.

L'appui de Pékin, de Moscou et de Hanoï au Vietcong ne diminue pas pour autant. Bien au contraire, il se renforce, de sorte que le potentiel défensif du Vietnam Nord pourra devenir d'un jour à l'autre une force offensive. A ce moment-là, il est possible que s'engagent des opérations qui rappelleront aux Français la situation d'avant 1952, et aux Américains la guerre de Corée. Et il serait alors absurde de penser que le Cambodge, la Thaïlande, l'Indonésie ne seraient pas entraînés dans le conflit.

Telle est la menace à laquelle le mouvement socialiste mondial a à faire face.

Le « rapport de forces », pour parler comme les militaires, est encore en défaveur des puissances d'Asie. Hanoï dispose d'une force de près de 500.000 hommes, mais de peu d'aviation et de blindés. Cependant, la Chine a plusieurs millions d'hommes sous les armes, et dispose déjà, sans doute, de quelques bombes atomiques, sans parler d'une aviation nombreuse. Toutefois, la situation impose aux uns et aux autres une attitude défensive, au sujet de laquelle se font jour des divergences. Moscou préfère doter Hanoï d'un matériel de défense approprié : canons et fusées anti-aériennes, avions. La Chine paraît plus disposée à utiliser le Vietcong comme force d'insécurité accrue contre les troupes américaines.

De toute façon, la logique actuelle de l'affrontement conduit à deux issues : ou bien l'action américaine finira par entraîner une riposte du même genre de la part du Nord-Vietnam et de la Chine, et l'ancienne Indochine deviendra une Corée nouvelle ; ou bien le pouvoir militaire de Saigon s'effondrera, et la recherche d'une solution politique nouvelle, qui fédérerait les deux Vietnams, deviendra possible. Ce qui paraît le moins probable, c'est qu'une sorte d'armistice puisse s'établir sur les positions actuelles, car l'immobilisation des forces du Front de libération du Sud-Vietnam équivaldrait à un renforcement de la dictature militaire à Saigon.

Sans doute, les alliés du Nord-Vietnam ne paraissent pas aussi unis qu'ils l'auraient été avant l'éclatement du différend sino-soviétique. Moscou envoie à Hanoï un matériel défensif. Pékin semble vouloir conserver le contrôle de l'aide à Hanoï. Ni Moscou, ni Pékin, pour des raisons différentes, ne sont disposés à demander la convocation de la Commission pour l'application des accords de Genève, présidée par la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S., car celle-ci ne pourrait, dans le meilleur des cas, que paralyser l'action du F.L.N. au Sud, bien qu'elle puisse avoir pour effet d'ébranler un peu plus l'autorité des cliques militaires de Saigon.

Il paraît cependant évident que, pour sa part, le gouvernement de Hanoï souhaite mener son action dans une relative autonomie. Ho Chi-Mih, Phan Van Dong et Vo Nguyen Gian sont les leaders d'un pays qui a conquis l'indépendance par ses propres forces. L'Observer de Londres écrit le 28 mars : « Un des aspects les plus remarquables de toute la guerre du Vietnam est la grande mesure dans laquelle Ho Chi-Mih est resté son propre maître. On peut admettre que l'absence continue de forces russes et particulièrement chinoises au

Vietnam n'est pas seulement due à la prudence de Moscou et de Pékin, mais aussi au fait que Ho Chi-Mih ne tient pas à les y voir. Mais ceci apparaît moins surprenant si l'on reconnaît que Ho Chi-Mih est à la fois un vétéran communiste et un homme qui a combattu pendant toute sa vie pour l'indépendance de l'Indochine vis-à-vis de toute domination étrangère. »

C'est justement cette volonté d'indépendance que la politique américaine met en péril. En obligeant Ho Chi-Mih à recevoir l'aide militaire de l'U.R.S.S. et de la Chine, peut-être demain sous forme de « volontaires », Washington rendra plus difficile la seule solution véritable du conflit : le renversement du régime de Saigon et l'instauration d'une République socialiste et démocratique, et poussera à l'extension d'une guerre internationale.

Il ne faut pas un instant perdre de vue que cette deuxième guerre du Vietnam est avant tout une guerre civile, une guerre sociale, et qu'elle perdra ce caractère si elle devient une guerre internationale. A Saigon règne un régime d'oppression toujours fondé sur la grande propriété foncière capitaliste, sur le grand commerce capitaliste, sur la liaison avec les intérêts impérialistes américains, anglais et français. Le pouvoir militariste a installé l'anarchie administrative et perdu le contrôle sur les deux tiers du pays. C'est sa chute qui constituera la vraie solution de la crise actuelle et la possibilité d'un rétablissement de la paix. Et sa chute dépend de la fin du soutien que lui accordent les forces armées américaines.

Les stratèges américains se flattent de rétablir l'ordre si le Vietcong cesse de recevoir un appui du Nord. Mais nous savons que même si cet appui venait à diminuer, ou à manquer, l'instabilité du régime de Saigon ne ferait que s'aggraver, et que le pouvoir militariste continuerait à être battu en brèche. La lutte continuerait.

Aujourd'hui, le devoir est d'empêcher l'extension de la guerre en travaillant à la chute du régime de Saigon, dernier héritier de la politique française récupérée par les U.S.A. Le retrait des troupes américaines peut en être une condition, mais, comme l'ont déjà indiqué des « conciliateurs », ce n'est pas une condition indispensable. L'essentiel, c'est que les U.S.A. cessent leurs attaques contre le Vietnam du Nord et cessent de se mêler de la politique vietnamienne.

Une campagne mondiale pour le boycott du régime de Saigon, la cessation des relations commerciales et maritimes avec lui, une rupture des relations diplomatiques, serait plus efficace que les tentatives de compromis sous l'égide de la Grande-Bretagne et de l'U.R.S.S. Ce serait aussi l'occasion de mobiliser les travailleurs contre le danger de guerre atomique, même limitée, qui se précise. Car la pire épreuve serait le déclenchement d'une « guerre atomique limitée », qui montrerait la vanité des théories sur la « dissuasion globale », chères à de Gaulle et à ses généraux. Déjà, les forces américaines ont mené une « guerre des gaz limitée ». Demain, on en viendra aux fameuses bombes « propres ». Aujourd'hui, il est encore temps d'intervenir pour le boycott du régime de Saigon, tout comme la paix a été rétablie en Algérie avec l'indépendance lorsque le pouvoir militariste d'Alger, isolé, fut mis finalement hors d'état de nuire.

Pierre Naville.

### MEETING POUR LA PAIX AU VIETNAM

Les Etudiants du P.S.U. ainsi que l'ensemble des syndicats et organisations politiques démocratiques de professeurs, de chercheurs et d'étudiants appellent à participer au meeting qui se tiendra dans la cour de la Sorbonne le jeudi 1<sup>er</sup> avril, à midi, pour protester contre l'agression américaine au Vietnam.